

Photo: Florian Coat.

NUTRITION ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

VIE DES PROJETS

Haïti : Le jardin Prekay.

Mali : Quand élevage rime avec diversité alimentaire.

EDITO



La malnutrition trouve ses racines dans des problèmes sociaux, culturels et économiques. Depuis nos premiers pas en 1984 au Sahel, où une campagne de séchage de viande permit aux populations nomades de survivre à une grave sécheresse, notre ONG travaille directement et indirectement sur l'alimentation des populations qu'elle accompagne. Or, les secours alimentaires et médicaux, qui sauvent de nombreuses vies à court terme, ne permettent pas de sortir durablement les populations de la malnutrition. Pour cela, il faut envisager le problème dans sa globalité. AVSF amène cette transversalité de deux manières.

Dans les projets où AVSF intervient, la préoccupation nutritionnelle est présente dès la conception, avec des résultats encourageants. Le projet Mali que vous découvrirez dans ce numéro en est exemplaire.

Par ailleurs, en consolidant l'agriculture, l'élevage et l'économie rurale, nous savons que nous ne détenons qu'une partie des solutions. Rester ouvert, trouver des complémentarités et tisser des partenariats avec des urgentistes ou des spécialistes de l'eau ou de la santé, c'est aussi contribuer à réduire la malnutrition dans le monde. AVSF s'engage à long terme pour la sécurité nutritionnelle.

Charlène Nicolay, Directrice de Publication

ACTUALITÉS

PROCHAINE AG LE 25 JUIN



Notre Assemblée générale annuelle aura lieu le **samedi 25 juin au Jardin Tropical à Nogent sur Marne de 9h à 16h.**

Cette journée aura comme objectifs de présenter les principaux résultats de l'année 2015 et de voter pour les nouveaux membres du conseil d'administration. Une partie importante de la matinée sera consacrée aux membres d'honneur d'AVSF, voir le dépliant joint à ce numéro. Il s'agit de personnalités du monde universitaire, professionnel, scientifique et politique. Des femmes et des hommes qui ont tous accepté de soutenir notre combat et de prolonger nos actions auprès de leurs entourages. Ils interviendront au fil du déroulé de l'AG et réagiront sur les domaines qui leurs sont propres.

MOBILISATION POUR LES SEMENCES PAYSANNES !



Un grand merci pour votre mobilisation et votre soutien sur la dernière campagne, Liberté pour les paysans, sur la sauvegarde des semences paysannes dans les pays du Sud. Nous avons reçu 40 000 signatures de soutien, la vidéo a été visionnée plus d'un million de fois et partagée 10 000 fois sur les réseaux sociaux !

Vos différents messages nous ont vraiment touchés et ont renforcé notre volonté de continuer notre combat pour la défense de l'agriculture paysanne et l'agroécologie.

Voici l'adresse du site :
<http://libertepourlespaysans.org/>



Lyon : 14 F bis avenue Berthelot, 69007 Lyon
Nogent : 45 bis avenue de la Belle Gabrielle 94736 Nogent sur Marne Cedex
Tél. : 01 43 94 72 36
E-mail : avsf@avsf.org
Internet : www.avsf.org

Directrice de Publication :
Charlène Nicolay.

Rédacteur en chef : Gaëtan Delmar.
Ont participé à ce numéro : Nina Cloiseau, Gaëtan Delmar, Charlène Nicolay, Marc Chapon, Sylvain Aubert, Félicité Tchibindat.

Maquette et réalisation : Randòmika.
http://www.randomika.com
Impression : Siman, ZI du Brézet - 69 017 Clermont-Ferrand Cedex 2

Commission paritaire :
0918 H 86626
ISSN 1148 - 4357.
CPC 6200 M - Lyon



Au Nord Niger, lorsqu'un éleveur Peulh perd son troupeau, les autres éleveurs lui offrent chacun une génisse pleine, en échange de sa parole de restituer à chacun, trois ans plus tard, une génisse pleine issue de la même lignée: c'est l'Habbanae ou le prêt de l'amitié.



HAÏTI

MER DES CARAÏBES

Produire sur plusieurs niveaux grâce à la culture sur pilotis.

Photo : FDH & MPP Haïti.

LE JARDIN PREKAY

Depuis les années 80, la baisse des tarifs douaniers en Haïti a fait disparaître des filières entières de production locale, rendant le pays dépendant au niveau alimentaire. Face à ce constat, AVSF intervient dans un projet porté par Frères des Hommes pour travailler auprès du MPP (Mouvement Paysan de Papaye) à la promotion d'une pratique historique, le jardin Prekay, littéralement « jardin aux abords de la maison ».

Avec l'ouverture totale des marchés et l'avènement de tarifs douaniers moyens à l'importation de 3% (les plus bas de toute la région caraïbe et parmi les plus bas d'Amérique), les années 80 ont vu naître en Haïti une importation massive de produits alimentaires, principalement d'Amérique du Nord. Ces produits de première nécessité (riz, sucre, lait, œufs, huile), issus de systèmes intensifs et subventionnés par les pays riches, ont déstructuré les filières de production nationales et provoqué une extrême dépendance alimentaire.

Résultat : Haïti achète aujourd'hui sur les marchés internationaux 80% de son riz et 100% de son blé (1/3 de l'apport calorique de la population). Depuis 2008, le coût de ses importations alimentaires excède de 50% les recettes de ses exportations, avec une exposition maximale aux fluctuations des cours internationaux.

Relocaliser la production

Dans ce contexte, il est vital pour les paysans haïtiens de retrouver autonomie et sécurité nutritionnelles, et pour le pays de renouer avec la maîtrise de sa politique alimentaire. Et comme 60% des familles paysannes vivent avec moins de 1 dollar US par jour, les projets haïtiens d'AVSF visent à associer indépendance alimentaire et source de revenu.

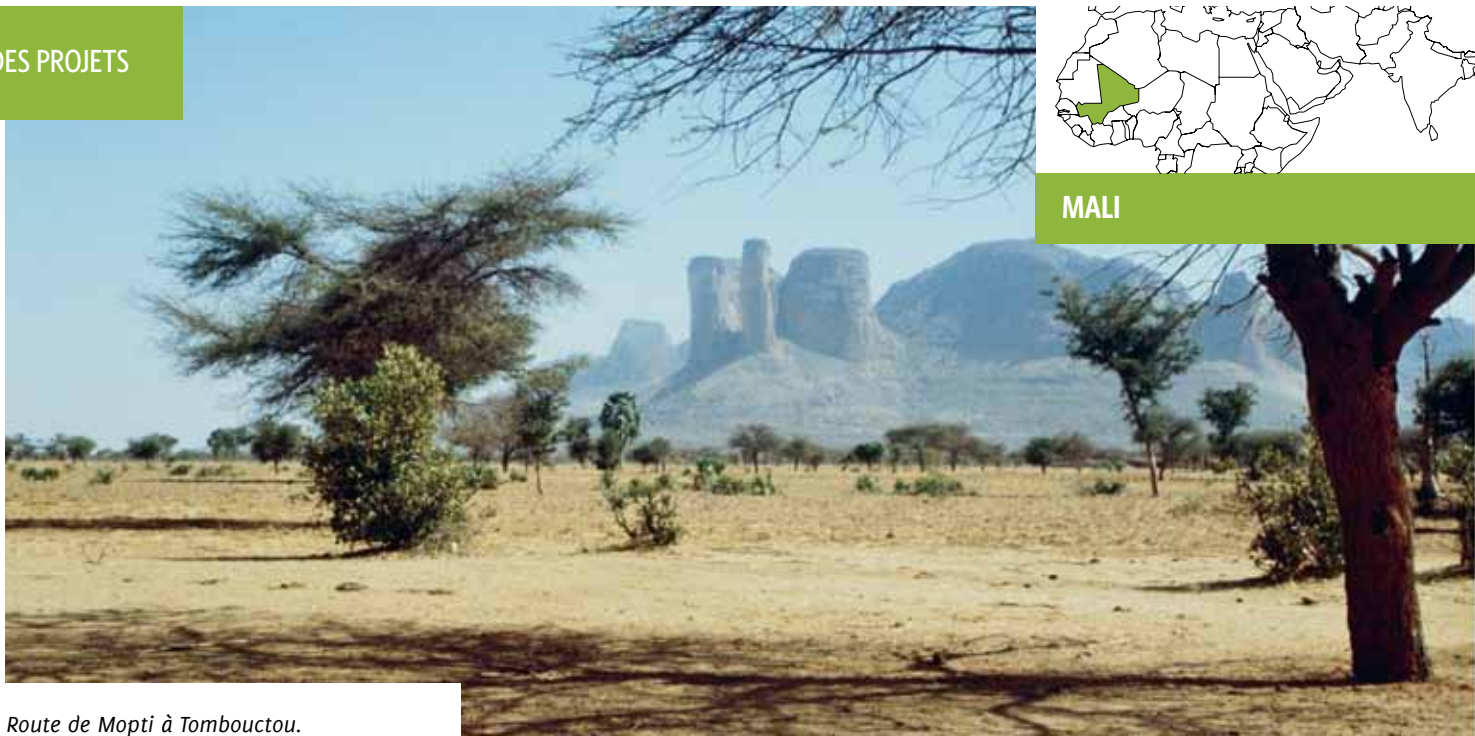
Le MPP encourage chaque famille paysanne à valoriser au mieux la parcelle sur laquelle est construite sa maison, à produire sur plusieurs niveaux grâce à la culture sur pilotis, à rendre les clôtures utiles avec des arbres fruitiers, tout en optimisant les ressources (foncier, temps de travail, eau, argent).

De récents calculs, conduits conjointement par AVSF et le MPP, nous montrent qu'une telle approche, mise en place sur un jardin d'une superficie réduite (environ 5 000 m²) peut permettre de produire des aliments variés : viande, œufs, légumes, tubercules, plantes aromatiques, contribuant à une alimentation plus équilibrée. Ensuite, ce type de jardin permet de limiter les risques, en collectant, stockant et gérant de façon optimale l'eau mais aussi en diversifiant les productions, pour mieux surmonter les aléas climatiques.

Avec un objectif : l'autosuffisance alimentaire !

Un des postes de dépense les plus importants du maraichage est l'apport de matière organique. D'où l'intérêt pour les familles de produire la leur, en associant l'élevage aux cultures. Pas seulement pour le fumier, mais aussi pour diversifier leur alimentation et apporter des protéines (œufs, viandes), ou encore contrôler biologiquement certains insectes ravageurs de culture (les poules se révèlent souvent utiles dans ce domaine). Autre poste de dépense - les semences, **il faut donc encourager les familles à produire elles-mêmes leurs semences paysannes de qualité**, individuellement ou collectivement.

On le voit, le jardin Prekay contribue à une plus grande autosuffisance alimentaire pour les familles paysannes, et le cas échéant leur permet de vendre une partie de leur production pour faire face à un besoin d'argent ou des dépenses importantes comme l'école. Ce type de jardin gagne à être diffusé dans le contexte incertain qui domine en Haïti. ■



Route de Mopti à Tombouctou.

QUAND ÉLEVAGE RIME AVEC DIVERSITÉ ALIMENTAIRE

Dans la région de Mopti, au centre du Mali, 78% de la population pratique l'agriculture, et la production céréalière est excédentaire. Pourtant la malnutrition reste une cause majeure de morbidité infantile (12,6% : taux de malnutrition aigüe en 2006). De 2011 à 2015, AVSF et l'ONG malienne Initiatives Conseils Développement ont mis en œuvre un projet de diversification alimentaire destiné principalement aux femmes et aux enfants de la région, et établi des indicateurs pour en mesurer l'impact.

Quand on cherche à lutter contre la malnutrition, les leviers d'action classiques sont la disponibilité de nourriture, la diversification agricole, l'accès au marché, l'accès aux soins et à l'eau potable et la diffusion d'une information sur l'équilibre nutritionnel.

La plupart des programmes humanitaires d'urgence privilégient les techniques sanitaires avec personnel médical et spécialistes en nutrition. Or depuis quelques années, de plus en plus d'intervenants humanitaires considèrent que l'enjeu nutritionnel est aussi fortement lié au développement local et à la mise en place d'activités pérennes. C'est ainsi que de nombreux projets développés par AVSF ont pour objectifs spécifiques l'amélioration de la productivité des élevages familiaux, et la valorisation économique de la production animale.

Si l'impact de ce type d'actions est aisément mesurable sur la productivité de l'élevage, ou sur l'augmentation des revenus des familles paysannes, il l'est beaucoup moins sur la sécurité alimentaire ou l'équilibre nutritionnel de la population concernée.

Chèvres, poules et semences pour 2 000 ménages vulnérables

L'ensemble des activités des projets d'élevage améliore l'autosuffisance alimentaire et influe aussi sur les revenus grâce à la vente d'animaux ou des produits issus de l'élevage.

AVSF a voulu en chiffrer les effets. Le projet initié au Mali en 2011 visait à **améliorer la diversité alimentaire des femmes et des enfants de moins de 5 ans dans 2 000 ménages vulnérables**. Le programme fournissait deux chèvres à 1 000 ménages ayant au moins 2 enfants de moins de 5 ans, et dix poules, un coq et des semences paysannes à 1 000 autres ménages ayant un enfant de moins de 5 ans. Ces subventions en nature s'accompagnaient d'une formation sur l'élevage des petits ruminants et la reproduction des volailles.

AVSF a choisi d'en mesurer l'impact avec des indicateurs comme le « score de consommation alimentaire des ménages » et le « score de diversité alimentaire » de la FAO (Food and Agriculture Organization) des enfants de 6 à 23 mois et de ceux de 2 à 5 ans.

Des résultats significatifs ...

Pendant la période intermédiaire entre deux récoltes, sur la population étudiée, la **diversité alimentaire a augmenté de 13% chez les enfants de 24 à 59 mois**. Dans le même temps, la **proportion de mères à faible diversité alimentaire tombait de 46% à 26%**, tandis que celle des ménages ayant une consommation alimentaire acceptable passait de 67% à 85%. Autre donnée intéressante, 30% des mères ont changé de catégorie de diversité alimentaire, 20% en passant d'une diversité faible à moyenne (entre 3 à 4 groupes alimentaires) et 10% de la catégorie



Photo : Gabrielle De Agueda.

Recensement de la malnutrition chez les enfants de - 5 ans.

moyenne à élevée (+5 groupes alimentaires différents). L'étude a par ailleurs mis en évidence que c'est le déficit en produits d'origine animale qui entraîne une faible diversification et insécurité alimentaires dans les groupes les plus pauvres. Et elle a souligné un lien significatif et proportionnel entre le niveau de scolarisation et d'information et le niveau de diversification alimentaire.

Pour un projet optimisé

Les résultats de l'étude ont ainsi permis d'adapter le contenu des formations et des séances d'information aux publics ciblés. Par exemple, **des recettes culinaires équilibrées à partir d'aliments de base localement disponibles ont été mises au point...** Une formation sur le séchage et le stockage de produits horticoles et sur la fabrication de fromage sec (pour permettre d'absorber l'excédent de lait frais en période d'abondance et pour consommer des produits laitiers toute l'année) a été programmée.

Par ailleurs, les services techniques régionaux et nationaux ont été associés à tout le travail d'enquête, ce qui a également permis d'intégrer ces données et résultats au dispositif national de lutte contre la malnutrition. Quant à la méthodologie et aux outils d'enquête expérimentés eux-mêmes, ils ont été partagés avec d'autres équipes d'AVSF pour de nouveaux programmes de sécurisation nutritionnelle, notamment en Haute Casamance au Sénégal.

13% d'augmentation de la diversité alimentaire chez les enfants de 24 à 59 mois.

26% la proportion de mères à faible diversité alimentaire tombait de 46% à 26%.

85% des ménages ont une consommation alimentaire acceptable, contre 67% en 2011.

30% des mères ont changé de catégorie de diversité alimentaire.

COMMENT ÉVALUER ET RÉORIENTER L'AIDE ALIMENTAIRE

La mesure de l'impact d'un projet de ce type sur le plan nutritionnel est essentiellement fondée sur la réalisation d'enquêtes terrain... Un outil techniquement et financièrement lourd puisqu'il coûte environ 12 000€ (sur un échantillon de 500 ménages).

Dans le cas où d'autres projets ne disposeraient pas d'un tel budget, les enseignements issus de cette étude permettront de réutiliser certaines données. Il peut alors être envisagé d'utiliser certains indicateurs tout au long d'un projet, pour le suivi ou pour des évaluations intermédiaires, afin de réorienter l'aide alimentaire suivant les résultats obtenus.

Par ailleurs, une aide alimentaire temporaire -entre deux récoltes- peut être utile pour éviter aux familles les plus pauvres de vendre leur cheptel pour acheter des céréales, se privant ainsi d'une source d'alimentation durable et de revenus indispensables.

De même, une distribution d'aliments du bétail pendant la 1^{ère} année peut être utile pour parer à l'insuffisance du fourrage, améliorer la reproduction du cheptel et la production laitière pour la nutrition.



Photo : Gabrielle De Agueda.

NUTRITION AU MALI

Marc Chapon, coordinateur national d'AVSF au Mali.

Au Mali, l'essentiel de l'action d'AVSF porte sur la sécurité alimentaire des ménages en milieu rural à travers le développement des moyens de production durables, et sur la diversification via le développement du petit élevage ou la transformation (séchage, lait caillé, viande séchée ...). L'objectif est d'améliorer l'alimentation directement par l'autoconsommation, et indirectement par la commercialisation de productions, qui permet d'acheter des denrées alimentaires non produites sur la ferme.

Combiner urgence et moyen terme

Le Mali souffre régulièrement de crises alimentaires liées aux aléas climatiques ou aux conflits armés. Une bonne part de notre coopération se déroule au Nord du Mali, il s'agit alors de **répondre à des besoins alimentaires urgents, par l'aide alimentaire** s'il n'y a pas d'autre acteur humanitaire, **par la facilitation de l'accès aux marchés** (création de marchés à bétail en zone pastorale, développement du maillage hydraulique facilitant les déplacements vers des zones de commercialisation...), **ou encore en renforçant le capital productif** (subvention d'animaux reproducteurs, aux semences, à l'irrigation).

Ainsi de 2012 à 2014, nos actions ont combiné urgence et moyen terme. Des actions parallèles ont été menées sur l'aide alimentaire, la prise en charge des cas de malnutrition, le traitement et les compléments alimentaires pour les animaux et la création de marchés. Les familles qui en ont bénéficié peuvent aujourd'hui se passer de l'aide alimentaire via la vente d'une partie de leur production. Leur diversité alimentaire et le nombre de repas pris répondent aux standards internationaux, malgré la crise sécuritaire qui perdure et une aide alimentaire fortement réduite.

Une plus grande diversification alimentaire

Dans des zones moins touchées par les effets du conflit (centre et sud Mali), l'accès à la traction animale et au petit élevage

combiné à des démonstrations culinaires avec une diversité d'aliments disponibles et peu coûteux a fait progresser la diversification alimentaire.

Dans des zones moins touchées par les effets du conflit l'accès à la traction animale et au petit élevage combiné à des démonstrations culinaires avec une diversité d'aliments disponibles et peu coûteux a fait progresser la diversification alimentaire.

En pays Dogon, cette diversification alimentaire s'est opérée **par un accroissement de la consommation de poisson** : non du fait d'une augmentation de la production halieutique, mais parce que la vente de volailles et d'excédents maraîchers a permis aux femmes d'acheter du poisson sur le marché local pour l'intégrer dans leurs plats.

Essentielle : la transformation du lait

Enfin, le lien entre sécurité alimentaire et nutrition passe aussi par les conditions de transformation du lait. Du fait d'une meilleure hygiène de la traite jusqu'au produit transformé, les aliments se conservent mieux, les risques de maladies consécutives au développement de bactéries sont réduits et l'apport en protéines dans l'alimentation familiale se diversifie.

Et les outils scientifiques de mesure de l'impact nutritionnel de l'élevage récemment mis au point le confirment : **diversifier les productions agricoles par le petit élevage a un effet direct et pérenne sur la diversification nutritionnelle et le statut alimentaire des familles.** ■

AIDER LES ENFANTS LES PLUS DÉMUNIS



Photo : Unicef.

Comment et dans quel contexte intervient l'UNICEF en Afrique de l'Ouest ?

En Afrique de l'Ouest et du Centre - au total 24 pays - l'UNICEF travaille à donner une chance à chaque enfant, et notamment aux plus démunis. En favorisant l'accès à la santé, la nutrition, l'eau et l'hygiène, l'éducation et un environnement protecteur.

La situation des enfants de l'Afrique de l'Ouest et du Centre est la pire au monde. **Près d'un sur 10 meurt avant son 5e anniversaire ; et 50% de cette mortalité a pour cause sous-jacente la malnutrition.** Quant à ceux qui survivent, ils sont 40% à ne pas aller à l'école. Et la pauvreté générale exclut nombre d'entre eux du développement social et économique.

Quel lien existe-t-il selon vous entre le développement agricole d'un pays et la malnutrition ?

Dans l'absolu, il est implicite que le développement du secteur agricole dans un pays doit contribuer à l'amélioration de l'état nutritionnel de sa population et donc à la réduction de la malnutrition. Malheureusement les évaluations des institutions spécialisées dans ce domaine, comme l'IFPRI, ont démontré que ce lien était très complexe. Les acteurs du domaine ont donc cherché à quelles conditions les programmes agricoles peuvent favoriser la nutrition.

Il faut que les objectifs nutritionnels soient explicites au moment de la planification. Et les programmes doivent en particulier se concentrer sur la diversification de la production, avec des aliments riches en nutriments ; la réduction des pertes

post-récoltes et une meilleure transformation. **Avec un focus sur les femmes et les producteurs les plus pauvres, et l'intégration de l'éducation nutritionnelle dans les programmes.**

Et il faut veiller aux impacts indirects. Ainsi certains programmes à haute intensité de main d'œuvre peuvent être contre-productifs : les familles n'ont plus le temps de s'occuper de leurs enfants et la nutrition des plus jeunes en pâtit.

Y a-t-il un lien entre augmentation des revenus et recul de la malnutrition ?

Plusieurs études ont montré que la croissance économique n'entraîne pas automatiquement la réduction de la malnutrition. Après analyse des données de plusieurs pays d'Asie et d'Afrique de 1990 à 2011, le Lancet Global Health a conclu que cette hypothèse n'était pas totalement fondée, la contribution étant plus minime.

Et pour quelles raisons ?

Peut être parce que **la croissance économique ne profite pas toujours aux plus pauvres**, là où les enfants sont le plus malnutris... Peut-être aussi parce que les ménages ne consacrent pas leur surplus de revenus aux achats alimentaires. Et puis d'autres facteurs sont déterminants comme l'eau, l'hygiène ; l'assainissement et les soins de santé dont l'offre ne s'améliore pas forcément.

On sait aussi qu'investir dans la nutrition infantile accélère la croissance économique alors que **la malnutrition fait perdre 2 à 8% de PIB aux pays en voie de développement.** ■

URGENCE SEISME EQUATEUR

Un violent séisme de magnitude 7,8 a frappé la côte pacifique équatorienne le samedi 16 avril dernier, causant des dégâts considérables dans les zones les plus proches de l'épicentre, entre les villes de Pedernales et Muisne.



Le séisme laisse un lourd bilan humain : plus de 650 victimes, 16 000 blessés... Et à ce jour plus de 25 000 personnes sans abri. Les victimes se concentrent essentiellement dans les villes, en raison de l'effondrement de maisons de 2 à 3 étages. Mais le séisme n'a pas non plus épargné le monde rural, à l'image des familles de la coopérative FONMSOEAM du canton de Muisne, qui produit du cacao équitable. Cette coopérative a été soutenue historiquement par AVSF de 2008 à 2010, et fournit toujours aujourd'hui en cacao notre partenaire ETHIQUABLE pour le marché français et européen.

Voici l'appel que nous avons reçu de Vicente Cheme, Président de la coopérative FONMSOEAM :

« Dans le canton de Muisne, 570 maisons se sont effondrées, et 250 autres sont extrêmement fragilisées et menacent de s'effondrer si

on ne les répare pas rapidement.

De plus, 20% de nos frères agriculteurs ont perdu la totalité de leurs habitations et de leurs matériels. La plupart de ceux qui avaient des maisons en bois qui se sont effondrées, ne sont pas pris en charge par les autorités locales, car celles-ci sont mobilisées sur d'autres sites et sur les routes de liaison..

Pour ces raisons, les communautés où vivent les agriculteurs membres de la coopérative sont totalement abandonnées face à la catastrophe. »

Nous avons donc décidé de relayer cet appel de nos amis de FONMSOEAM au nom de tous les producteurs et productrices touchés par le séisme.

Pour soutenir ces familles paysannes équatoriennes durement touchées, vous pouvez faire un don en précisant «AVSF Séisme Equateur » sur votre chèque ou sur Internet.



BULLETIN D'ABONNEMENT ET DE SOUTIEN

Oui, je soutiens les actions d'AVSF et je fais un don:

30 € 60 € 90 € 120 € €

Un don de 60€, vous reviendra à 20€ après réduction d'impôt

Vos dons vous donnent droit à une réduction fiscale: AVSF vous adressera un reçu fiscal vous permettant de déduire de vos impôts jusqu'à 66 % de votre don dans la limite de 20% de votre revenu imposable. AVSF utilisera les fonds collectés pour ses missions prioritaires.

Si vous n'êtes pas donateur, vous pouvez vous abonner pour 12€ les 4 numéros.

Je souhaite vous aider régulièrement. Merci de m'envoyer votre documentation sur le prélèvement automatique.

Je souhaite recevoir sans engagement de ma part la brochure sur les legs et donations.

Mme Mr Mr & Mme Autre

Nom:

Prénom:

Adresse:

CP: Ville:

Tel. Mail:

Merci de nous adresser votre chèque accompagné de ce bulletin à: AVSF, 45 bis avenue de la Belle Gabrielle, 94736 Nogent sur Marne Cedex.

Conformément à l'article 39 de la loi informatique et liberté du 6 janvier 1978, les informations demandées sont nécessaires au traitement de votre don par nos services. En vous adressant au siège d'Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières, vous pouvez demander leur rectification ou leur suppression ou vous opposer à ce qu'elles soient échangées.

